**1955-2014 : mise en perspective du rôle de la Chine en Afrique et au « Sud »**

En prenant 1955 et la Conférence de Bandung comme point de départ de la politique chinoise en Afrique et plus largement au sein du Tiers-Monde, il est aisé de prendre 2014 – et la création de la *New Development Bank* des BRICS – pour clore, momentanément du moins, ces six décennies de « relations Sud-Sud » et sino-africaines plus spécifiquement. Cette mise en perspective historique, mais également économique et (géo)politique, tend à recontextualiser les principaux faits ayant structuré le partenariat global Chine-Afrique.

Malgré la visite de plusieurs chefs d’Etat et leaders politiques africains en Chine populaire avant 1955, cette dernière n’officialise réellement sa politique étrangère au « Sud » qu’au terme de cette conférence du Tiers-Monde, organisée chez Sukarno en Indonésie. Cette « grand-messe » des « non-alignés » met en exergue les rivalités entre la Chine de Mao, l’Inde de Nehru et l’URSS post-Staline. Si Moscou n’est pas invitée, son influence reste prépondérante et Pékin, maniant avec dextérité les positions antagonistes de chacun, ressort comme la partie victorieuse, comme le représentant officieux des pays du Tiers-Monde qui ne souhaitent s’aligner ni sur la puissance occidentale (Etats-Unis), ni sur le camp soviétique.

Environ 60 ans plus tard, en juillet 2014, la Chine est à la manœuvre lors de la création de la Nouvelle banque de développement des puissances émergentes. En y injectant la moitié du capital et en accueillant son siège, la Chine populaire s’impose *de facto* comme la voix des émergents ; Chine et Inde pouvant être considérées comme des réemergents à cet égard. Ainsi, la Chine populaire n’est plus le leader de cette troisième voie chère à Mao Zedong, mais est devenue le leader de ces relations internationales multipolaires, décentrées et reconfigurées.

En définitive, cette analyse pluridisciplinaire évoque le rôle de la Chine dans ce changement de paradigme international dans lequel les pouvoirs économique, politique et culturel sont en voie de réappropriation par ces territoires et populations dites du Sud. L’exemple de la Chine en Afrique ne permet certes pas de mettre en lumière l’ensemble de cette reconfiguration géopolitique, mais *a minima* ce pays devenu une des principales puissances économiques du monde, et ce continent qui est à la fois acteur et spectateur des évolutions endogènes et exogènes chinoises. De fait, les relations « Sud-Sud » passeront inévitablement par Pékin et les capitales africaines, ces acteurs jouant et étant amenés à jouer des rôles prépondérants dans cette architecture économique et politique mondiale qui se dessine actuellement.